

## The Ticking Bomb

«L'éducation des filles va dévier notre génération du droit chemin. Elles doivent être maintenues aux foyers», a décrété Maulana Fazlullah, 32 ans, dans une de ses émissions infâmes. Il encourage ses auditeurs à retirer leurs filles des écoles «non-islamiques» qui promeuvent «l'obscénité».

Après cet appel, de juillet 2007 à mai 2008, ses partisans ont détruit 40 écoles de filles en moins d'un an dans la vallée de Swat. Les attaques se sont arrêtées lorsque Fazlullah a conclu une trêve avec les forces de sécurité il y a deux mois. Toutefois, la trêve n'a pas été respectée et un mois plus tard, les attaques contre les écoles ont recommencé. Les écoles à Matta et dans les subdivisions de Kabal furent les cibles : en 20 jours, 24 écoles ont été bombardées ou incendiées (ce chiffre est constamment révisé). «Les militants ont détruit 64 écoles de filles dans la seule vallée de Swat», raconte Sardar Hussain Babak, Ministre de l'éducation et de l'alphabétisation de la Frontière du Nord-Ouest, au Herald.

Selon les chiffres officiels, il existe 566 écoles de filles à Swat : 4 universités publiques, 22 lycées, 51 collèges et 489 écoles primaires. Sur toutes ces écoles, 131 ont été soit incendiées soit fermées, ce qui laisse 17 200 filles sur le carreau.

Malgré le fracas de l'insurrection actuelle à Swat et dans les régions tribales, l'effondrement du système d'éducation semble passer inaperçu. Ce qui est en train d'être détruit dans la Frontière du Nord-Ouest et les régions tribales, ce n'est pas seulement le présent mais aussi l'avenir. La question plus importante de la légitimité morale de la guerre a éludé le visage humain du conflit. Swat n'est qu'un chapitre de cette histoire tragique. Pour des raisons évidentes, le gouvernement ne dispose pas de chiffres réels et ne connaît pas le nombre exact d'écoles de filles qui ont été détruites dans les régions tribales. Cependant, les nouvelles qui filtrent des agences indiquent que la situation est grave.

Selon les responsables de l'éducation, la région de Bajaur est la plus touchée : presque toutes les écoles de filles de la région ont été détruites ou fermées. Aucune fille ne va à l'école là-bas. Dans le Nord et le Sud-Waziristan, la situation n'est pas différente : la plupart des écoles de filles - dont 180 écoles communautaires construites avec l'aide internationale - ont été fermées.

À Darra Adamkhel dans la région de Khyber, des habitants avaient construit une école privée pour filles dans laquelle 600 élèves étaient inscrites. Cette école, comme la plupart des autres écoles de la ville, a été cadennassée. Les parents qui avaient les moyens de le faire ont envoyé leurs filles dans des écoles de régions voisines, dans la région de Peshawar par exemple.

Selon le ministère de l'éducation, le modus operandi des militants est simple et efficace. D'abord des affiches avec avertissements sont collées à la porte de l'école : «Nous avons décidé de bombarder le bâtiment. Si une élève se présente, elle sera responsable de sa propre mort... ». Ensuite, les militants prononcent des menaces aux transporteurs ou conducteurs de bus qui amènent les élèves à écoles. Quelques fois, des dépliants menaçants sont également déposés devant les maisons des étudiantes ou des chefs d'établissement. Les enseignants sont également terrorisés.

Ces tactiques ont permis de ne pas faire trop de morts quand les écoles sont bombardées ou incendiées. «Ils n'ont jamais attaqué une école alors que les élèves s'y trouvaient», explique

un fonctionnaire de l'éducation. De toute évidence, l'objectif des militants est de créer l'alerte tout en forçant les gens à ne plus envoyer leurs filles à l'école.

Dans la plupart des cas, en effet, les militants organisent leurs raids la nuit. Ils ligotent le veilleur, recueillent toute la littérature islamique et les copies du Saint Coran de l'école et partent après avoir incendié ou bombardé l'immeuble.

Mais cela ne veut pas dire qu'ils ne sont pas prêts à prendre des vies pour faire passer leur message. En octobre de l'année dernière, des activistes inconnus ont tué une enseignante dans la région du Mohmand parce qu'elle n'avait pas respecté l'avertissement lui imposant d'être couverte de la tête aux pieds. Peu après, toutes les écoles de filles de la région ont été fermées. En effet, le coup a été tellement efficace que des douzaines d'enseignants ont renoncé à leur profession tandis que d'autres ont remis leurs lettres de menaces aux autorités pour leur expliquer pourquoi ils ne pouvaient pas continuer à enseigner. Les fonctionnaires affirment que Parachinar dans la région de Kurram est la seule ville des sept régions tribales - Nord et du Sud-Waziristan, Khyber, Kurram, Mohmand, Bajaur et Orakzai - où la situation s'améliore un peu. L'université publique pour filles, qui a été construite en 1995, fonctionne toujours, 900 élèves y étudient.

Cette université et le fait que son activité se poursuive ne sont pas les seuls signes d'espoir. Le simple fait qu'il existe - ou qu'il ait existé - des douzaines d'écoles et de collèges de filles dans chaque région et des centaines d'écoles et de collèges de garçons signifie que les gens comprennent et acceptent la nécessité d'éduquer les générations futures. Même à Miramshah dans le Nord-Waziristan, fief du militantisme, l'université Razmak Cadets fonctionne à nouveau après avoir fermé pendant quelques mois, plus tôt dans l'année : ses étudiants ont obtenus de meilleurs résultats que leurs homologues des régions plus grandes.

«Les gens veulent envoyer leurs enfants - garçons et filles - à l'école. Mais que faire si leur vie est en danger? » explique Mme Bushra, banquière de Peshawar. Elle connaît au moins une douzaine de familles qui ont quitté les régions tribales pour l'éducation de leurs filles. Toutefois, elle le souligne, tout le monde ne peut se permettre de quitter sa ville natale. « Seulement une petite partie de la population est partie », ajoute-t-elle.

En fait, la menace à laquelle sont confrontés les parents est double. Alors que les écoles de filles sont systématiquement détruites, les jeunes garçons sont enrôlés par les militants et envoyés en formation d'insurrection. «Ces talibans locaux sont allés dans des écoles de garçons dans lesquelles on donne des conférences sur l'armée du Jihad», dit un résident local. «Au cours des derniers mois, des dizaines de jeunes garçons ont été emmenés dans les régions tribales, soit ils ont été convaincus, soit ils ont été emmenés par la force. »

Un homme de Darra Adamkhel a failli perdre son fils comme cela. Les militants sont venus à l'école et ont emmenés son fils de 14 ans pour le former à Wana dans le Sud-Waziristan. Quand le père a finalement retrouvé son fils, celui-ci ne voulait pas rentrer chez eux. « Il était déterminé à mener le djihad. Je l'ai ramené avec beaucoup de difficultés », dit le père.

Pour beaucoup, toutefois, l'opposition à l'éducation des militants dans la région n'est pas un phénomène nouveau. «Il y a presque 70 ans, le clergé local s'était opposé à Baacha Khan, qui avait lancé un mouvement visant à créer environ 1200 écoles à travers la Frontière du Nord-Ouest sur un terrain donné par le peuple», explique Babak. «Même à cette époque, les mollahs utilisaient les mosquées pour prêcher contre l'éducation moderne».

Son point de vue a été repris par d'autres qui voient en ces attaques contre les écoles un geste beaucoup plus grave que les campagnes contre les magasins vidéo et salons de coiffure. Mian Nisar Kakakhel Gül, le ministre de Frontière responsable des prisons, a déclaré : « Ces mollahs sont contre les écoles et veulent que les gens restent sans éducation parce que l'ignorance permet au clergé de se maintenir. »

« Alors que le monde a fourni des armes aux mollahs pour le djihad afghan, il devrait maintenant investir dans l'éducation de nos enfants », affirme Babak. « J'ai besoin de fonds pour créer 5 500 écoles dans la région de Frontière. »

De toute évidence la demande du ministre de l'éducation ne semble pas déraisonnable, mais malheureusement il n'a pas de plan pour assurer la sécurité des écoles qu'il veut ouvrir ou même de celles qui existent déjà.

D'une certaine manière, il reflète l'indifférence de l'État sur la question de l'éducation dans les régions tribales. Le nouveau gouvernement n'a comme l'ancien, aucune idée sur comment arrêter ces attaques contre l'éducation. L'armée est aussi coupable : quand elle lance une opération dans une région, une des premières mesures qu'elle prend est d'occuper les bâtiments scolaires et les utiliser comme bases ou comme camps. Swat est un bon exemple.

Pareillement, plutôt que d'affronter la campagne anti-éducation des Talibans, les autorités ont vécu dans le déni. Par exemple, face à des menaces proférées par des militants l'année dernière, l'administration locale à Darra Adamkhel a demandé aux enseignantes et aux étudiantes des écoles publiques de porter une burqa, pour aller et revenir de l'école. Certains analystes affirment que cela ne présage rien de bon pour une société au contexte socio-économique mauvais. Selon le l'institut du Développement durable, le Pakistan a l'un des taux les plus élevés d'analphabétisme féminin en Asie du Sud - environ 54% - et le plus faible taux de scolarisation des filles. Ces lacunes sont particulièrement marquées dans la région de la Frontière, province qui en 2004 avait le plus faible taux de scolarisation des filles du Pakistan, selon l'International Crisis Group (ICG). Les statistiques d'alphabétisation dans les régions tribales sont encore pires : selon l'ICG, alors que 29% des hommes sont alphabétisés, seulement 3% des femmes peuvent lire et écrire.

Selon les chiffres du gouvernement, pour compenser tout cela, le gouvernement provincial aurait alloué 70% de son budget d'éducation aux écoles de filles entre 2002 et 2005. Les autorités locales donnent aussi des petites bourses, du ghee, de la farine et des manuels pour encourager les parents à envoyer leurs filles à l'école.

Les résultats ont été encourageants. Par exemple, dans la seule vallée de Swat, 31 000 filles supplémentaires ont été scolarisées en primaire après 2002, soit 77% d'augmentation. De même, dans Jamrud, il y a eu 6 000 élèves supplémentaires en deux ans, affirme un haut fonctionnaire du Secrétariat du FATA. Le budget annuel pour l'éducation dans la région du Fata s'élève à environ 3,9 milliards de roupies pour cinq millions d'habitants.

Ces progrès semblent être extrêmement importants. Pourtant, ils pourraient être gâchés si rien n'est fait pour en finir avec les attaques des écoles par les militants. Cela exigera beaucoup plus que d'allouer de l'argent pour la bonne cause. Il n'y a que par un effort concerté aux niveaux social, culturel, économique, politique et sécuritaire que la marée peut être retournée contre ceux décidés à bombarder l'avenir.